

HOLY SEE PRESS OFFICE
OFICINA DE PRENSA DE LA SANTA SEDE



BUREAU DE PRESSE DU SAINT-SIEGE
PRESSEAMT DES HEILIGEN STUHLIS

BOLLETTINO

SALA STAMPA DELLA SANTA SEDE

N. 0552

Sabato 23.09.2000

UDIENZA AI PARTECIPANTI ALLA CONFERENZA DEI PRESIDENTI DEI PARLAMENTI DELL'UNIONE EUROPEA

UDIENZA AI PARTECIPANTI ALLA CONFERENZA DEI PRESIDENTI DEI PARLAMENTI DELL'UNIONE EUROPEA

Alle 11 di questa mattina , nella Sala Clementina del Palazzo Apostolico Vaticano, il Santo Padre Giovanni Paolo II ha ricevuto in Udienza i partecipanti alla Conferenza dei Presidenti dei Parlamenti dell'Unione Europea ed ha loro rivolto il discorso che riportiamo di seguito:

• **DISCORSO DEL SANTO PADRE**° **Testo originale in lingua francese**° **Traduzione in lingua italiana**°
Traduzione in lingua inglese° **Testo originale in lingua francese**

Madame la Présidente du Parlement européen,

Mesdames et Messieurs les Présidents des Parlements de l'Union européenne,

Je suis heureux de vous souhaiter la bienvenue ici au Vatican, en ce lieu qui a été associé depuis les origines aux grandes étapes de la vie du continent européen. Je salue avec déférence Monsieur le Sénateur Nicolas Mancino, Président du Sénat italien, qui s'est fait votre interprète, et je le remercie des aimables paroles qu'il a prononcées en votre nom.

Votre Conférence est une manifestation hautement significative du processus d'union européenne qui, ces dernières années, a connu de nouvelles avancées. En ce siècle qui s'achève, nous n'avons pas manqué, mes prédécesseurs et moi-même, de donner notre appui à la réalisation du grand projet de rapprochement et de coopération des États et des peuples de l'Europe.

Vous-mêmes qui présidez aux instances législatives représentatives de vos peuples, vous êtes témoins de la convergence étroite qui se manifeste entre les intérêts de vos pays respectifs et ceux de l'unité plus vaste que forme l'Europe. J'observe avec satisfaction que l'Union souhaite accueillir de nouveaux États membres et qu'elle adopte une attitude d'ouverture et de flexibilité face à l'avenir. L'union européenne demeure un chantier créatif, et c'est la meilleure garantie de sa réussite pour le plus grand bien de ses citoyens, dont elle s'engage à préserver la diversité culturelle, et en même temps à garantir les valeurs et les principes auxquels les pères

fondateurs étaient attachés et qui constituent leur patrimoine commun.

Selon le génie qui lui est propre, l'Union européenne a déjà développé des institutions communes, en particulier un système de contrepoids des pouvoirs de contrôle qui sont une garantie pour la démocratie. L'heure est probablement venue maintenant de faire la synthèse de ces acquis en une construction à la fois simplifiée et plus vigoureuse. L'Union européenne saura certainement trouver la formule juste pour satisfaire les aspirations de ses citoyens et assurer le service du bien commun.

Dans l'enseignement social de l'Église catholique, puisé dans la révélation biblique et le droit naturel, la notion de bien commun s'étend à tous les niveaux où la société humaine s'organise. Il y a un bien commun national, au service duquel les institutions des États sont placées. Mais il y a aussi - qui pourrait le nier à l'heure de la compénétration des économies et des échanges en Europe et plus largement dans le monde? - un bien commun continental et même universel. L'Europe est en train de prendre de mieux en mieux conscience des dimensions du bien commun européen, c'est-à-dire de l'ensemble des initiatives et des valeurs que les pays européens doivent poursuivre et défendre conjointement s'ils veulent répondre de manière appropriée aux besoins de leurs concitoyens.

Si l'Union européenne devait passer au stade d'une constitution formelle, elle sera amenée à faire un choix sur le type de système qu'elle entend privilégier. Entre les différents systèmes, des aménagements sont possibles. L'Église pense que les systèmes de gouvernement relèvent du génie des peuples, de leur histoire et de leurs projets. Elle souligne toutefois que tous les systèmes doivent avoir pour objectif le service du bien commun. En outre, tout système, résistant à la tentation de se renfermer égoïstement sur soi, doit être ouvert aussi à d'autres États du continent qui désirent collaborer avec cette union européenne, de façon qu'elle soit le plus large possible.

Je ne peux que me réjouir de voir invoqué, de plus en plus, le fécond principe de subsidiarité. Lancé par mon prédécesseur Pie XI dans sa célèbre encyclique *Quadragesimo anno* en 1931, ce principe est l'un des piliers de toute la doctrine sociale de l'Église. Il est une invitation à répartir les compétences entre les différents niveaux d'organisation politique d'une communauté donnée, par exemple régional, national, européen, en ne transférant aux niveaux supérieurs que celles auxquelles les niveaux inférieurs ne sont pas en mesure de faire face pour le service du bien commun.

La sauvegarde des droits de l'homme fait partie des exigences imprescriptibles du bien commun. L'Union européenne s'est engagée dans la rude tâche de rédiger une "Charte des droits fondamentaux", dans un esprit d'ouverture et d'attention aux suggestions des associations et des citoyens. Déjà en 1950, les pays fondateurs du Conseil de l'Europe avaient adopté la *Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales*, suivie en 1961 de la *Charte sociale européenne*. Les déclarations de droits délimitent en quelque sorte le domaine intouchable dont la société a conscience qu'il ne peut être soumis aux jeux des pouvoirs humains. Bien plus, le pouvoir reconnaît qu'il est constitué pour sauvegarder ce domaine, qui a pour centre de gravité la personne humaine. Ainsi, la société reconnaît qu'elle est au service de la personne dans ses aspirations naturelles à se réaliser comme être personnel et social à la fois. Ces aspirations inscrites dans sa nature constituent autant de droits inhérents à la personne, comme le droit à la vie, à l'intégrité physique et psychique, à la liberté de conscience, de pensée et de religion.

En adoptant cette nouvelle Charte – quelle que soit sa future qualification –, l'Union européenne ne devra pas oublier qu'elle est le berceau des idées de personne et de liberté, et que ces idées lui sont venues de sa longue imprégnation par le christianisme. Selon la pensée de l'Église, la personne est inséparable de la société humaine dans laquelle elle se développe. En créant l'homme, Dieu l'a inséré dans un ordre de relations qui lui permettent de réaliser son être. Cet ordre, nous l'appelons l'ordre naturel, qu'il appartient à la raison d'explorer de manière toujours plus explicite. Les droits de l'homme ne peuvent être des revendications contre la nature même de l'homme. Ils ne peuvent qu'en découler.

Puisse l'Union européenne connaître comme un nouveau sursaut d'humanité ! Qu'elle sache dégager le consensus nécessaire pour inscrire parmi ses plus hauts idéaux la protection de la vie, le respect de l'autre, le

service mutuel et une fraternité sans exclusion. Chaque fois que l'Europe puise dans ses racines chrétiennes les grands principes de sa vision du monde, elle sait qu'elle peut aborder son avenir avec sérénité.

Sur vous-mêmes, sur vos familles sur les peuples, et sur les nations que vous représentez, j'invoque de grand cœur la Bénédiction du Tout-Puissant.

[01914-03.02] [Texte original: Français]

◦ Traduzione in lingua italiana

Signora Presidente del Parlamento europeo,

Signore e Signori Presidenti dei Parlamenti dell'Unione europea,

1. Sono lieto di porgervi il benvenuto qui in Vaticano, in questo luogo che è stato associato fin dalle origini alle grandi tappe della vita del continente europeo. Saluto con deferenza il signor Senatore Nicola Mancino, Presidente del Senato italiano, che si è fatto vostro interprete, e lo ringrazio per le cordiali parole che ha pronunciato a nome vostro.

La vostra conferenza è una manifestazione altamente significativa del processo di unione europea che, in questi ultimi anni, ha compiuto nuovi passi avanti. In questo secolo che volge al termine, i miei predecessori e io stesso non abbiamo mancato di offrire il nostro sostegno alla realizzazione del grande progetto di avvicinamento e di cooperazione fra gli Stati e i popoli dell'Europa.

2. Voi che presiedete le istanze legislative rappresentative dei vostri popoli siete testimoni della stretta convergenza che si manifesta fra gli interessi dei vostri rispettivi Paesi e quelli dell'unità più vasta che l'Europa forma. Osservo con soddisfazione che l'Unione desidera accogliere nuovi Stati membri e che sta adottando un atteggiamento di apertura e di flessibilità in vista del futuro. L'Unione europea rimane un cantiere creativo, ed è ciò la migliore garanzia del suo successo per il bene dei suoi cittadini, dei quali s'impegna a preservare la diversità culturale, e allo stesso tempo a garantire i valori e i principi ai quali i padri fondatori erano legati e che costituiscono il loro patrimonio comune.

Secondo il genio che le è proprio, l'Unione europea ha già sviluppato istituzioni comuni, in particolare un sistema di bilanciamento dei poteri di controllo, che sono una garanzia per la democrazia. È giunta probabilmente l'ora di fare una sintesi di quanto è stato acquisito in una struttura insieme semplificata e più vigorosa. L'Unione europea saprà certamente trovare la formula giusta per soddisfare le aspirazioni dei suoi cittadini e assicurare il servizio al bene comune.

3. Nell'insegnamento sociale della Chiesa cattolica, attinto dalla rivelazione biblica e dal diritto naturale, la nozione di bene comune si estende a tutti i livelli in cui la società umana si organizza. Vi è un bene comune nazionale, al servizio del quale le istituzioni degli Stati sono poste. Vi è però anche - chi potrebbe negarlo in un momento di compenetrazione delle economie e degli scambi in Europa e più ampiamente nel mondo? - un bene comune continentale e persino universale. L'Europa sta prendendo sempre più coscienza delle dimensioni del bene comune europeo, ossia dell'insieme delle iniziative e dei valori che i Paesi europei devono perseguire e difendere congiuntamente se vogliono rispondere in maniera appropriata ai bisogni dei loro concittadini.

Se l'Unione europea dovesse passare allo stadio di costituzione formale, sarà indotta a fare una scelta sul tipo di sistema che intende privilegiare. Fra i diversi sistemi sono possibili aggiustamenti. La Chiesa pensa che i sistemi di Governo dipendano dal genio dei popoli, dalla loro storia e dai loro progetti. Essa però sottolinea che tutti i sistemi devono avere come obiettivo il servizio al bene comune. Inoltre ogni sistema, resistendo alla tentazione di rinchiudersi egoisticamente in se stesso, deve essere aperto anche ad altri Stati del continente che desiderano collaborare con l'Unione europea, di modo che essa sia la più vasta possibile.

Non posso non rallegrarmi nel vedere sempre più invocato il fecondo principio della sussidiarietà. Lanciato dal

mio predecessore Pio XI nella sua celebre Enciclica *Quadragesimo anno* nel 1931, questo principio è uno dei pilastri di tutta la dottrina sociale della Chiesa. E' un invito a ripartire le competenze fra i diversi livelli di organizzazione politica di una data comunità, ad esempio regionale, nazionale, europeo, trasferendo ai livelli superiori solo quelle alla quali i livelli inferiori non sono in grado di far fronte per il servizio al bene comune.

4. La salvaguardia dei diritti dell'uomo fa parte delle esigenze imprescrittibili del bene comune. L'Unione europea si è impegnata nel difficile compito di redigere una «Carta dei diritti fondamentali», con un spirito di apertura e di attenzione ai suggerimenti delle associazioni e dei cittadini. Già nel 1950 i Paesi fondatori del Consiglio d'Europa avevano adottato la Convenzione di salvaguardia dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali, seguita nel 1961 dalla Carta sociale europea. Le dichiarazioni di diritti delimitano in un certo senso l'ambito intoccabile che la società sa non poter essere sottoposto ai giochi dei poteri umani. Di più, il potere riconosce di essere costituito per salvaguardare tale ambito, che ha come centro di gravità la persona umana. In tal modo la società riconosce di essere al servizio della persona nelle sue aspirazioni naturali a realizzarsi come essere personale e insieme sociale. Tali aspirazioni inscritte nella sua natura costituiscono altrettanti diritti inerenti alla persona, come il diritto alla vita, all'integrità fisica e psichica, alla libertà di coscienza, di pensiero e di religione.

Nell'adottare questa nuova Carta - qualunque sia la sua futura qualificazione -, l'Unione europea non dovrà dimenticare di essere la culla delle idee di persona e di libertà, e che queste idee le derivano dal suo essere da tempo pervasa dal cristianesimo. Secondo il pensiero della Chiesa, la persona è inseparabile dalla società umana nella quale si sviluppa. Creando l'uomo, Dio l'ha inserito in un ordine di rapporti che gli permettono di realizzare il suo essere. Spetta alla ragione esplorare in modo sempre più esplicito questo ordine, che noi chiamiamo ordine naturale. I diritti dell'uomo non possono essere rivendicazioni contro la natura stessa dell'uomo. Non possono che derivarne.

5. Che l'Unione europea possa conoscere un nuovo sussulto d'umanità! Che sappia ottenere il consenso necessario per inscrivere fra i suoi ideali più alti la tutela della vita, il rispetto dell'altro, il servizio reciproco e una fraternità senza esclusioni! Ogni volta che l'Europa attinge dalle sue radici cristiane i grandi principi della sua visione del mondo sa di poter affrontare il suo futuro con serenità.

Su voi, sulle vostre famiglie, sui popoli, sulle Nazioni che rappresentate, invoco di tutto cuore la Benedizione dell'Onnipotente.

[01915-01.01] [Testo originale: Francese]

◦ Traduzione in lingua inglese

Madam President of the European Parliament,

Distinguished Presidents of the Parliaments of the European Union,

1. I am happy to welcome you to the Vatican and to greet you in this place which from the first has been associated with the great epochs of European history. I respectfully greet Senator Nicola Mancino, President of the Italian Senate, who has spoken on your behalf and I thank him for his kind words.

Your Conference is a highly significant sign of the process of European unification which, in recent years, has gone forward still further. Through the century just past, my predecessors and I have lent our support to the great project of rapprochement and cooperation between the States and peoples of Europe.

2. Presiding over the legislatures which represent your people, you are witnesses of the convergence between the interests of your respective countries and the interests of the larger unity of Europe. I am pleased to note that the Union wants to welcome new member States and that it is showing itself open and flexible as it looks to the future. The European Union has retained its creativity, and that is the best guarantee that it will succeed in securing the greatest good of its citizens. It is pledged to maintain their cultural diversity and to safeguard the values and principles of its founders, which constitute the common heritage of all of Europe's citizens.

True to its distinctive character, the European Union has already developed shared institutions, with a system of checks and balances of power, which safeguard democracy. The time seems ripe to synthesize these achievements in an arrangement which is both less complex and more effective. The European Union will certainly be able to find the right formula both to satisfy the aspirations of its peoples and to ensure that the common good is served.

3. In the Church's social teaching, which draws upon biblical revelation and natural law, the notion of the common good applies at every level of organization in human society. There is a national common good, which State institutions are meant to serve. And at a time when economies and trade of every kind in Europe and throughout the world are more and more interdependent, who could deny that there is also a continental and even global common good? Europe is becoming increasingly aware of its common good as a continent, that is, of the range of initiatives and values which European nations must together pursue and defend if they wish to respond appropriately to the needs of their citizens.

If the European Union were to move to the point of adopting a formal constitution, it would have to choose the kind of system which it finds more suitable. Among the various systems, different arrangements are possible. In the Church's view, systems of government stem from the genius of peoples, from their history and from their goals for the future. The Church stresses, however, that all systems must have as their objective the service of the common good. Moreover, every system must resist the temptation to remain selfishly closed within itself and must be open to other States of the continent wishing to cooperate with the European Union, so that the Union may be as broad as possible.

It is a source of deep satisfaction for me to see that the fruitful principle of subsidiarity is increasingly invoked. Put forward by my predecessor Pope Pius XI in his celebrated Encyclical *Quadragesimo Anno* in 1931, this principle is one of the pillars of the Church's social teaching. It is an invitation to distribute responsibility at the various levels of political organization of a given community – for example, regional, national, European – so that only those responsibilities which the lower levels are unable to exercise for the sake of the common good are transferred to the higher levels.

4. The protection of human rights is one of the imperative requirements of the common good. The European Union is engaged in the difficult task of composing a "Charter of Fundamental Rights", in a spirit of openness and attention to the suggestions of various groups and individuals. In 1950, the founding nations of the Council of Europe adopted the *Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Liberties*, followed in 1961 by the *European Social Charter*. Declarations of rights in some way mark out the inviolable area which society regards as not being subject to interference from the play of human power. Further still, it is recognized that power exists in order to protect this area, the focus of which is the human person. Thus, society acknowledges that it is at the service of its members and their natural aspiration to find fulfilment as individuals and as social beings. This aspiration, part of the nature of the person, corresponds to inherent rights of the person, such as the right to life, to physical and mental integrity, to freedom of conscience, thought and religion.

In adopting a new Charter – whatever shape it may take in the future – the Union must not forget that Europe is the cradle of the notions of the person and of freedom, and that these notions emerged because the seed of Christianity was planted deep in Europe's soil. In the Church's thinking, the person is inseparable from the human society in which he or she develops. In creating man, God set him within an order of relations which enables him to become what he is intended to be. We call this the natural order, and it is the task of reason to explore it ever more fully. Human rights cannot become pretensions against human nature itself. They can only flow from it.

5. May the European Union witness another step forward on the path of human development! May it succeed in forging the consensus necessary to set among its highest ideals the protection of life, respect for one another, mutual help and a fraternity which excludes no one. Whenever Europe draws from its Christian roots the great principles of its vision of the world, it knows that it can look serenely to the future.

Upon you, your families and the peoples and nations which you represent I gladly invoke the blessings of

Almighty God.

[01916-02.01] [Original text: French]
